



Mouvement National de Lutte pour l'Environnement Réseau Homme&Nature

Rapport d'activités et programme 2011

Nous avons modifié nos statuts et mis en avant l'ambition de contribuer à la construction du réseau Homme&Nature. Ce réseau donne une occasion de rassembler sous des formes diverses, les organisations qui cherchent à construire un nouveau développement, durable, solidaire et souhaité.

Cette démarche passe nécessairement par la définition progressive et proactive de son contenu, par la constitution de nouvelles alliances. Nous sommes au début du chemin.

LES AGRICULTURES

Il y a un peu plus de 3 ans (CA d'octobre 2007), nous avons abordé les questions de l'agriculture en avançant la notion d'agricultures écologiquement intensives. Elle fait du progrès mais son portage dans le mouvement est supporté par un nombre restreint de militants et de structures. L'objectif principal est de contribuer au passage aux actes.

Une opportunité s'est ouverte dans le pays du Grand Amiénois. La chambre d'agriculture de la Somme a été demandeuse d'une redéfinition des relations économiques entre l'urbain et le rural. Une convention d'intentions a été signée le 8 avril 2011 entre le syndicat mixte et la chambre. Elle fixe l'objectif de soutien aux modifications des pratiques agricoles par la création de trois filières économiques de proximité : denrées alimentaires, écomatériaux, énergies. ALEP 80, organisation locale du MNLE, fait partie du comité de pilotage à la demande du conseil de développement du pays. La chambre soutient ce qu'elle appelle une agriculture intégrée (1000 parcelles de blé en 2010). Ce type d'agriculture opère un retour à l'agronomie qui devient le centre du métier en opposition au forçage chimique. Le concept n'est pas complètement satisfaisant d'autant plus que l'aspect social et les problèmes fonciers ne sont pas abordés. Au niveau agronomique, la prise en compte des moyens naturels de lutte contre les ravageurs et les maladies des végétaux ne tient pas encore assez compte des sols, des paysages, des relations sols-plantes.

C'est un chantier ouvert où il faut asseoir la place de la société civile en maintenant un dialogue exigeant. Le citoyen consommateur doit occuper toute sa place. Il faut d'abord créer les conditions d'une découverte réciproque du rural et de l'urbain. Les questions de la nutrition occupent une position centrale de même que celle du prix. Il faut apprendre à mettre en œuvre une pratique globalisante d'actions diversifiées

Il y a donc un immense effort d'éducation et d'éducation populaire à faire. Saluons la production de nos amis du Rhône : « le DD ça se cultive. ». Le MNLE a relayé cette initiative. La région IDF a émis le principe d'un soutien. Après une journée en septembre 2010, une autre est en préparation pour le 20 juin prochain à Pantin. Ces journées permettent un échange autour de cette expérience et d'autres faites dans quatre départements par les structures du MNLE sur des sujets divers.

Nous devons également faire un effort de mutualisation (approfondissement et élargissement) des expériences. C'est pourquoi il vous est proposé la tenue de trois demies journées les 21 et 22 octobre à Amiens avec l'objectif d'en faire une rencontre annuelle

autour de la construction de pratiques agricoles conciliant les impératifs économiques, sociaux et environnementaux, la maîtrise du court terme pour une préservation du long terme, les intérêts des agriculteurs et des consommateurs en revivifiant les liens entre le rural et l'urbain. Nous devrions avoir l'appui du CIDEFE.

LES ENERGIES

Nous avons, lors de notre dernière AG et au sein du CA, engagé une réflexion sur le droit à l'énergie ici et ailleurs. Nous avons édité deux textes, dont un en réaction au drame de FUKUSHIMA. Nous avons également réagi sur les permis d'exploration des gaz de schistes. Je ne vais pas revenir sur le contenu de manière détaillée. La FNME CGT a réagi de manière positive. La question posée, outre l'acceptation de ces textes, est de réunir pour agir autour des propositions.

Rappelons que la revendication d'un droit à l'énergie ici et ailleurs répond à la finitude des ressources fossiles qu'il faut volontairement limiter si nous voulons freiner le changement climatique. Cette limite des ressources n'est pas seulement un phénomène naturel mais un héritage du capitalisme qui a préféré cueillir des énergies fossiles peu chères au développement des ressources renouvelables. Le nucléaire civil confirme ce constat. Il a été essentiellement soutenu par la puissance publique. Il est devenu une activité de rente qui aggrave le danger qu'il représente.

Si on laisse le terrain libre au capitalisme, cette rareté sera utilisée pour spéculer. Les groupes pétroliers ont même intérêt à la maintenir pour augmenter les prix et les profits. La libéralisation des marchés va dans ce sens. L'énergie électrique est d'autant plus sensible aux manipulations qu'elle se stocke mal. Il ne faut donc pas se laisser enfermer dans des problématiques de techniques de substitution mais poser la question en termes de praxis. C'est un terme un peu fané auquel il faut redonner des couleurs. Il est sans aucun doute polysémique. Disons que nous avons besoin d'un terme qui puisse définir une situation sociale dont l'état intègre différentes dimensions, technologiques, naturelles, culturelles, économiques, politiques à la lumière des rapports sociaux et des rapports de production. C'est un tout différent de ses parties mais qui bien sûr en dépend.

La sécurité nucléaire illustre bien le propos. La dimension technologique qui s'exprime dans une probabilité d'occurrence d'un événement grave, est loin d'exprimer la réalité du sujet. FUKUSHIMA montre que la dimension naturelle de la catastrophe a été transformée par des décisions humaines dominées par des rapports faussés entre puissance publique et exploitant privé, par de mauvaises prévisions et de mauvaises réactions. Il ne suffit pas de revendiquer une plus grande emprise de la puissance publique ouvrant une voie royale à un âge d'or technologique. TCHERNOBYL est là pour nous rappeler le danger d'une telle croyance. Le texte sur « nucléaire et droit à l'énergie » fait un ensemble de propositions qui repose sur deux pieds : nous avons besoin du nucléaire civil pour construire le droit à l'énergie pour 9 milliards d'êtres humains dans le respect de la nature et du climat, nous avons besoin d'une maîtrise publique forte au niveau planétaire sans confusion entre contrôle social et service public. C'est une position qui n'est pas valable pour l'éternité mais comme la seule raisonnable et socialement acceptable pour les 3 à 4 prochaines décennies dans une approche inconvénients-avantages. Ce n'est pas un plaidoyer pour le nucléaire civil en tant que tel mais pour un nucléaire civil sous condition de changer de praxis.

Le récent rapport du GIEC confirme cette analyse. Les énergies renouvelables sont globalement inexploitées mais il faudra du temps et leur déploiement n'est pas mécanique. Il va dépendre des politiques publiques. La question du coût reste également posée.

La question actuelle pour le réseau Homme&Nature est de faire une analyse fine du rapport du GIEC, d'approfondir la notion de droit à l'énergie ici et ailleurs, d'agir pour une réforme mondiale du cadre de développement du nucléaire civil et de son contrôle social.

SANTE ET ENVIRONNEMENT

Un des objectifs de 2010 était de faire un point sur les relations santé –environnement. L'université d'été en a donné l'occasion. Les numéros 102, 103 et 104 de Naturellement en ont rendu compte. L'université a rédigé un texte qui indique qu'il faut baisser globalement les utilisations de produits chimiques. Il n'y a pas de secteurs à épargner. Le quotidien est concerné directement.

Mais il ne faut pas tomber ni dans le catastrophisme ni dans des lamentations devant des tableaux de chiffres qui n'ont pas, en général et à priori, d'autre signification que d'apporter un témoignage d'une puissance nouvelle des moyens expérimentaux. Il est couramment possible de détecter de faibles traces. Constituent-elles un danger ? L'analyse de risques doit alors prendre le relais mais elle se heurte à deux obstacles. Le premier qui a été exprimé dans REACH est le nombre énorme de substances chimiques fabriquées et pour lesquelles la toxicité est généralement mal renseignée voire inconnue. REACH n'en est qu'à la phase d'enregistrement.

Le deuxième correspond au fait que les substances produites pendant la dernière moitié du 20^{ème} siècle étaient non hydrosolubles et difficilement biodégradables. Ces produits organiques persistants (POP) ont été progressivement interdits. Le cas des HAP et dioxines furanes doit être mis à part car leur production dans la combustion du bois prend de l'importance. Cette production naturelle de polluants s'ajoute à celles des substances chimiques qui ont remplacé les POP. Ces nombreuses nouvelles substances sont à présent hydrosolubles et biodégradables. Si bien que se forme un cocktail de substances présentes dans les milieux naturels et dont les interactions nombreuses constituent un danger.

Il y a donc bien des problèmes de santé publique révélés par exemple dans les statistiques d'évolution du nombre des cancers. Survient également la problématique des perturbateurs endocriniens qui agissent à de très faibles doses et perturbent le métabolisme du vivant. Cette situation est le produit des effets des POP, du mercure et du cadmium dont les teneurs sont en diminution mais dont les effets se manifestent actuellement et s'ajoutent à ceux du cocktail mentionné plus haut. Mais ces derniers se font sentir faiblement en ce moment. Il y a toujours un décalage temporel entre la pollution et ses effets.

Les solutions résident dans une diminution globale du niveau des émissions, le développement des dépistages et de la recherche. Il n'y a pas de secteurs à épargner et la question de l'alimentation ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Le risque sanitaire des denrées alimentaires est en diminution. Par contre la question de l'impact des déséquilibres nutritionnels sur la santé est importante.

S'il n'y a donc pas lieu de donner une importance particulière aux risques sanitaires des pesticides, il faut créer les conditions d'une évolution des pratiques agricoles qui éliminent leurs utilisations systémiques et, pour cela, sortir d'une intensivité chimique. Il faudra agir

sur la nutrition dont les insuffisances dépendent beaucoup des rapports sociaux. L'obésité est d'autant plus prégnante que le revenu est faible. Les consommations de fruits et de légumes sont proportionnelles aux revenus. Les dépenses de l'assurance maladies dues aux conséquences de l'obésité sont d'environ 5 milliards d'euros par an.

Une cible pour l'avenir sur les rapports santé-environnement : approfondir la réflexion sur les mesures préventives concernant la qualité de l'air intérieur (substances chimiques) et l'alimentation en adaptant les réponses aux situations sociales.

UN NOUVEAU DEVELOPPEMENT

La société s'interroge beaucoup sur la notion de développement. De nombreuses initiatives sociales naissent qui se veulent des alternatives au fonctionnement économique et social. Le MNLE a participé au forum : « la société civile s'engage » à la cité universitaire internationale de Paris. L'édito du n°103 de Naturellement en rend compte.

Le débat est loin d'être simple. Un texte de Jean-Claude BOUAL a été examiné au CA. Notre prochaine université d'été aborde ces problématiques sous le titre : « Pour un autre développement ». Elle se tient du 20 au 27 août à Saint-Dié des Vosges (88).

Les enjeux sont d'une part de faire une analyse des différentes approches et d'autre part de ne pas agir seul. C'est bien l'objectif fondamental du réseau Homme&Nature. Il faut donc tenter de définir de façon plus précise ce que nous voulons, d'en faire un manifeste et de le proposer à d'autres.

Nous constatons que nous sommes dans un monde dont les ressources sont limitées sous le double effet des lois naturelles et de l'état des rapports sociaux et productifs. Nous pouvons agir individuellement et collectivement sur ces limites pour les faire reculer et augmenter l'efficacité de l'emploi des ressources. Mais elles resteront des données objectives qu'il faut connaître pour bien satisfaire les besoins d'au moins 9 milliards d'êtres humains, tous égaux. Les nouvelles réponses à construire renouvellent la réflexion sur la place de l'homme dans la nature et de ses relations aux temps.

Nous savons qu'il faudra produire et consommer autrement et qu'une autre répartition des richesses ne suffit pas. Nous savons que ces transformations seront avant tout celles des hommes et donc que la question centrale, répondant à l'affirmation essentielle de l'égalité, est celle de la démocratie. Nous savons qu'une approche territoriale est incontournable mais qu'il faudra imbriquer tous les niveaux d'administration jusqu'au planétaire. Nous savons que l'impact du système actuel est socialement distordu et qu'il faut donner une attention particulière à l'atténuation et à la disparition des inégalités sociales qu'il ne faut pas confondre avec la diversité culturelle. Nous savons que la santé est d'autant plus mal respectée que les revenus sont faibles. Nous savons qu'il existe des biens essentiels que sont l'énergie, l'air, l'eau, la biodiversité. Nous savons que les politiques de service public sont les moyens incontournables pour articuler la consommation des ressources, la satisfaction des besoins sociaux, la démocratie et le contrôle social. Nous savons que ces politiques de services publics permettront de construire des droits nouveaux qui permettant de mettre en cohérence la rareté des ressources et leur égalité d'accès. Nous savons que, pour ce faire, nous avons besoin d'une culture de paix, de coopérations actives. Nous savons qu'il faut remplacer la violence et la compétition par une émulation fraternelle, le dialogue citoyen.

Ce socle d'un nouveau développement durable, solidaire et souhaité, nous l'avons peu à peu dessiné. Reste qu'il faut contribuer à l'action, à passer sur des terrains. Nous n'en avons pas seuls ni les compétences ni les forces. Des jalons ont été posés. La question : comment et avec qui continuer et amplifier l'impact ?

NATURELLEMENT

Notre site a été reconstruit et nous avons actuellement une chargée de communication, Mélanie. Naturellement est, avec l'université d'été, le moyen important pour approfondir une réflexion collective en élargissant le cercle des intervenants. Nous avons eu des difficultés financières. Elles ne sont pas terminées. Nous avons reçu la subvention du ministère en fin d'année. La parution régulière pose un problème. Nous avons reçu une prolongation d'un an de l'inscription à la commission paritaire des papiers de presse. L'objectif est de sortir cinq numéros en 2011.

Audrey GARINO exerce la fonction de coordinatrice de la rédaction. Michel FELET donne beaucoup de son temps. Le comité de rédaction devrait être renforcé. Les réunions utilisent SKYPE, ce qui permet une bonne liaison entre ses membres sans aucune servitude de déplacement.

FORUM MONDIAL DE L'EAU

Attendu à Marseille en 2012, nos amis du 13 et de PACA prennent une part active et contribuent au suivi du collectif national.

SECURITE INDUSTRIELLE

Nos amis du 69 participent au comité de pilotage du forum organisé sur ce thème par la ville de Pierre Bénite. Le MNLE était présent lors de la première session. Nos amis du 13, du 44, du 59 sont également actifs sur ce sujet. La proposition d'un rassemblement national est avancée pour l'automne. La réussite de ces initiatives passe par la mise en place d'un groupe de travail actif sur le sujet.

EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE

J'ai déjà mentionné l'heureuse initiative de nos amis du 69 en direction des enfants. Le 20 juin se tient à Pantin une journée de réflexion consacrée à l'éducation à l'environnement et à l'éducation populaire. Nous ne devons pas oublier les adultes. La convention du MNLE avec le CG 93 a été renouvelée. L'objectif est de créer des moyens grand public sur l'énergie en les liant à la rénovation thermique de l'habitat.

ETANG DE BERRE

C'est un dossier emblématique du MNLE. Nos amis du 13 ont avancé et créé de nouvelles bases. L'enjeu dans ce dossier est de poser les évolutions de l'industrie dans toutes ses dimensions et notamment dans la prise en compte de la biodiversité ordinaire. Une rencontre sur le terrain est prévue en juin.

ORGANISATION

L'édition de la Feuille d'Info permet au réseau de mieux se connaître. C'est Magda, salariée au siège du MNLE, qui en assume l'édition avec un réseau de correspondants qu'il faut parfaire. L'organisation du MNLE mériterait d'être améliorée. C'est une question ouverte. Le bureau se réunit assez régulièrement. Le CA est informé essentiellement par internet. Les frais de transports rendent difficiles plus de 2 réunions par an.

Pantin, le 15 mai 2011.

François Cosserat, Président du MNLE.